

S2 – Environnement économique

TD1 – Les acteurs économiques

Document 1 : Marchand ou non marchand ?

La plupart des biens et une partie des services peuvent se vendre, c'est-à-dire être échangés sur un marché contre un prix : ce sont des biens ou services marchands. Les autres sont fournis gratuitement, ou quasi-gratuitement quand leur prix est inférieur à la moitié de leur coût de production : ce sont des services non marchands. C'est ainsi qu'une consultation médicale, un envoi par la poste ou un appel téléphonique sont des services marchands parce qu'ils sont fournis en échange d'un prix couvrant leurs coûts de fabrication. Par contre, un cours dans un lycée, les services rendus par la justice ou la police sont des services non marchands : aucun prix n'est facturé au bénéficiaire. Le coût de ces productions est en fait financé indirectement par des impôts ou des subventions.

Par convention, tous les biens sont considérés comme marchands. En revanche, certains services sont marchands (publicité...), d'autres ne le sont jamais (police, justice), et certains sont parfois marchands et parfois non marchands (services médicaux, éducation).

Bernard Brunhes, *Présentation de la comptabilité nationale française*, 1985

1. La production réalisée a-t-elle toujours pour objectif d'être vendue ?

Document 2 : La diversité des entreprises

Ce sont les entreprises qui constituent l'essentiel des organisations productives. Une entreprise est une organisation productive, autonome, qui combine des facteurs de production afin de réaliser une production de biens et de services destinés à être vendus sur le marché. [...] Il existe une grande diversité d'entreprises.

On distingue les entreprises privées des entreprises publiques. Le statut juridique de ces dernières est variable : on trouve des sociétés de droit privé à capitaux publics (EDF, Renault, EADS, La Poste) qui ont un objectif de rentabilité, ainsi que des établissements publics qui relèvent du droit public et doivent remplir une mission de service public.

Dans le secteur privé, il faut distinguer les entreprises à but lucratif et les entreprises à but non lucratif (coopératives, associations, mutuelles).

Ces institutions visent la satisfaction de leurs membres plutôt que la recherche du profit, et elles ont parfois des missions d'intérêt général.

Alain Beitone, Emmanuel Buisson-Fenet et Christine Dolo, *Economie*, 2016.

2. En quoi les entreprises à but lucratif se distinguent-elles de celles qui ont un but non lucratif ?

Document 3 : Principales caractéristiques des entreprises par catégorie en 2021

Caractéristiques	MIC	PME hors MIC	ETI	GE	Ensemble
Nombre d'entreprises	4 332 366	158 566	6 608	294	4 497 834
Effectif salarié en ETP (en milliers)	2 583	4 286	3 723	4 183	14 776
Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)	524	929	1 239	1 450	4 142

Les entreprises en France, 2023, Insee

Les derniers chiffres de l'INSEE font état d'un total de 4 497 834 entreprises en France en 2021. Ces chiffres ont été rendus possibles grâce aux mesures mises en place par les gouvernements successifs dans le but de dynamiser les initiatives entrepreneuriales. Ainsi, la création d'entreprise s'en est trouvée grandement facilitée et n'est désormais plus seulement réservée aux plus fortunés. L'entrepreneuriat se démocratise avec derrière la volonté de lutter contre les crises économiques, le chômage et la faiblesse des salaires mais aussi le besoin d'indépendance de nombreux français. Aujourd'hui, une entreprise sur trois est créée par un demandeur d'emploi. Toutefois, notons que le créateur d'entreprise est généralement un primo entrepreneur qui dispose de fonds propres limités.

L'Usine Nouvelle, février 2023

3. Recherchez à quoi correspondent les sigles suivants : MIC, PME, ETI, GE.

4. Combien de salariés compte une MIC ? Une PME ? Une ETI ? Une GE ?

5. Comparez le nombre d'entreprises à leurs effectifs et au chiffre d'affaires. Que remarquez-vous ?

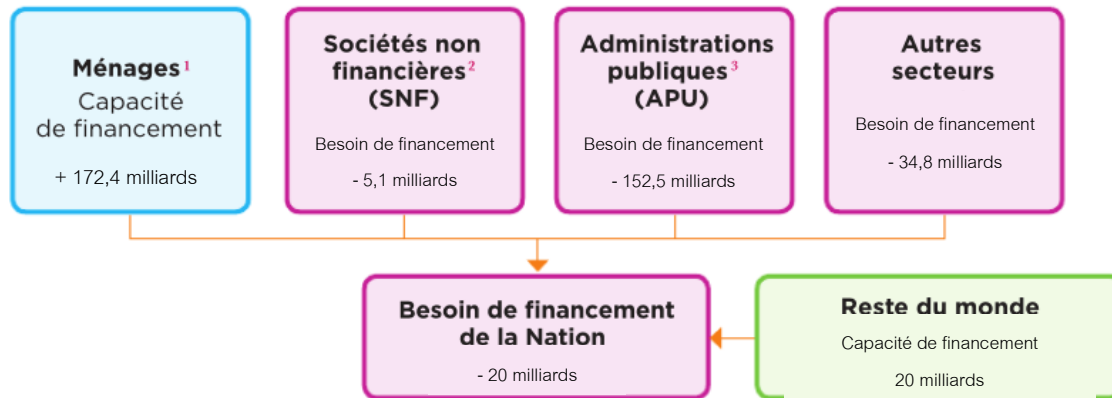
6. Comment expliquer le poids important des MIC dans le total des entreprises ?

Document 4 : Les entreprises de l'ESS

Le concept d'économie sociale et solidaire (ESS) désigne un ensemble d'entreprises [privées] organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Ces entreprises adoptent des modes de gestion démocratiques et participatifs. Elles encadrent strictement l'utilisation des bénéfices qu'elles réalisent : le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis. Leurs ressources financières sont généralement en partie publiques.

7. Surlignez les caractéristiques des structures de l'ESS

Document 5 : Les besoins de financement des agents économiques et de la Nation, en France en 2025



1. Les ménages dégagent toujours une capacité de financement depuis les années 1950.

2. Les sociétés non financières ont, depuis 1974, sauf exception, des besoins de financement.

3. Les administrations publiques (administrations centrales, locales et de Sécurité sociale) ont toujours, depuis 1974, un besoin de financement.

Source : Insee, Comptes nationaux, 2026

8. Comment obtient-on le résultat du besoin de financement de la Nation ?

9. Quel rôle peuvent jouer les banques dans ce financement ?